

# Europe : à l'Est, la grande fracture démocratique

► Le mini-sommet européen sur la question migratoire, qui s'est tenu dimanche à Bruxelles, n'a permis aucune vraie avancée sur ce sujet brûlant

► Absents, les pays de l'Est, avec lesquels les dissensions sont totales sur

les migrants, sont désormais rejoints par l'Italie et l'Autriche

► Le consensus devrait être difficile lors de la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin, en présence du Hongrois Orbán et du Polonais Morawiecki

► Dans une série en trois volets, Sylvie Kauffmann

revient sur l'évolution des pays de l'ex-bloc communiste, près de trente ans après la chute du Mur

► Pourquoi la promesse démocratique a laissé la place au populisme des régimes illibéraux, qui gagne également l'Ouest

## Migrants : seize dirigeants sans consensus

Peu d'avancées, dimanche à Bruxelles, malgré l'absence des pays d'Europe orientale

BRUXELLES - bureau européen

**P**as d'éclats de voix, mais pas véritablement d'avancées. Le mini-sommet sur la migration réclamé par la chancelière allemande, Angela Merkel, et organisé à la va-vite par la Commission européenne, dimanche 24 juin, à Bruxelles, avait un but évident : dépassionner un débat qui tourne désormais à l'hystérie. Les populistes et la droite dure européenne – le ministre de l'intérieur, Matteo Salvini, depuis Rome, Horst Seehofer, son homologue à Berlin – en ont fait le thème d'une crise politique majeure alors même que les arrivées de migrants économiques ont chuté sous leur niveau de 2014.

A l'issue d'une discussion de trois heures – c'est bref au regard des critères bruxellois –, Angela Merkel s'est félicitée de la « *bonne volonté* » et des « *positions communes* » affichées dimanche soir par ses quinze partenaires européens, chefs d'Etat et de gouvernement. Les membres du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque) et les trois Etats baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) n'avaient, eux, pas répondu à l'appel de Jean-Claude Juncker, le président de la

Commission. Malgré leur absence, aucun consensus n'a pu être trouvé.

A la sortie, le qualificatif le plus

entendu pour caractériser le débat était « *positif* ». Le président français, Emmanuel Macron, se félicitait que la réunion ne se soit pas « *focalisée sur un seul aspect* » de la migration et ait permis « *d'éliminer des solutions non conformes à nos valeurs* ». A savoir les propositions avancées début juin par le Danemark et l'Autriche, qui envisageaient la création de « *centres* » destinés à cloîtrer les déboutés du droit d'asile, voire les naufragés sauvés en Méditerranée, dans des pays proches de l'Union européenne (UE) – ceux des Balkans occidentaux notamment.

### « Eliminer des solutions »

M. Juncker aurait aussi fermement repoussé cette idée, dimanche, même si le premier ministre danois, Lars Lokke Rasmussen, a voulu la détailler tandis que le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, insistait pour que l'agence Frontex puisse débarquer des personnes en dehors de l'UE. « *Pas mal de gens soutiennent ce que nous proposons depuis 2015, à savoir que les personnes secourues en mer ne doivent pas être amenées*

*en Europe mais dans des pays en dehors de l'UE* », a affirmé M. Kurz à des journalistes autrichiens.

Les participants n'ont pas pour autant écarté toute idée de « *centres* » pour migrants. La France a défendu sa proposition commune avec l'Espagne de « *centres*

*fermés* » pour le débarquement dans des ports réputés « *sûrs* », dans ou hors de l'UE. La prise en charge des migrants (traitement des demandes d'asile pour ceux qui peuvent y prétendre, retour vers les pays d'origine pour les autres) y serait gérée d'emblée au niveau européen (par du personnel venu d'autres pays de l'UE).

Toujours dans la logique de la seule idée vraiment consensuelle dans l'UE – limiter au maximum les arrivées de migrants sur les côtes européennes –, Paris et Berlin ont insisté sur la nécessité de multiplier les « *hot spots* » (centres d'enregistrement) en Afrique, dans les pays d'origine ou de transit des migrants, sur le modèle de ce qui se fait déjà depuis plusieurs années au Niger. Dans ce pays, les candidats à un voyage vers l'Europe en sont soit dissuadés, soit aidés dans leur démarche d'asile s'ils introduisent une demande.

Enfin, les participants au mini-sommet se sont accordés pour

### Les participants n'ont pas écarté toute idée de « centres » pour migrants

poursuivre les discussions sur la réforme des règles européennes de l'asile – afin de les unifier. Le but fixé est de décrocher un con-

sensus à la fin juillet, sur cinq des sept textes en discussion depuis près de trois ans (renforcement et transformation de Frontex, qui deviendrait une vraie police des frontières, création d'une Agence européenne des migrations, harmonisation des procédures d'asile).

Mais aucun consensus à Vingt-Huit ne semble désormais possible sur les deux lois restantes, en raison du veto, notamment, du gouvernement hongrois. Il s'agit du texte traitant des « *mouvements secondaires* » de demandeurs d'asile dans l'UE – leur déplacement dans un autre pays que celui qui traite leur dossier – et d'un autre organisant la répartition des réfugiés partout dans l'UE en cas d'afflux majeur.

Le premier ministre italien, Giuseppe Conte, était, pour sa part, arrivé à la réunion avec un plan en dix priorités qu'il a présenté comme « *un nouveau paradigme* », même s'il reprend des idées anciennes : le renforcement de la coopération avec les pays d'origine ou le financement du Fonds pour l'Afrique (il lui manque actuellement 1,2 milliard d'euros). M. Conte a cependant reçu l'assurance que ses pairs examineraient ses propositions avec bienveillance.

### Discours populiste

L'absence des pays de l'est de l'UE a évidemment rendu les échan-

ges plus faciles et relancé, chez certains, notamment M. Macron, l'idée de sanctions financières pour ceux qui refuseraient l'impératif de solidarité européenne. A Budapest, le premier ministre hongrois, Viktor Orban, a réagi au quart de tour, refusant que l'octroi des fonds structurels soit lié à l'accueil de migrants.

Ce rendez-vous improvisé aura-t-il calmé les ministres italien et allemand de l'intérieur, qui ont déclenché la crise actuelle? Le

vrai test sera bien en réalité celui du Conseil européen des 28 et 29 juin, au cours duquel les Vingt-

Huit sont censés s'entendre – avec Viktor Orban, ainsi que son homologue polonais Mateusz Morawiecki – sur un texte commun... «Attendez-vous à une très longue nuit», prédisait déjà un diplomate.

Quelle qu'en soit l'issue, la ligne de crête que défendait le président Macron dimanche, la «lutte

contre la migration économique» sans «revenir sur nos valeurs», paraît toujours très incertaine, tant le discours populiste gagne aujourd'hui les discussions.

Pour preuve, le document de travail, lu par *Le Monde*, que la future présidence autrichienne de l'UE entend soumettre aux experts des Vingt-Huit, les 2 et 3 juillet, à Vienne. Par un glissement sémantique alarmant, il propose une criminalisation des

personnes qui cherchent à rejoindre l'Europe. Elles sont décrites comme des «smuggled migrants» (littéralement, des migrants liés au trafic des passeurs) et, pour «un grand nombre» comme «des jeunes hommes à peine éduqués». Sensibles, en outre, «aux idéologies hostiles à la liberté ou plus enclins à devenir des criminels». ■

CÉCILE DUCOURTIEUX  
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

## «Ce sont des humains que nous sauvons»

L'ONG allemande Lifeline, dont le navire transportant près de 240 migrants africains s'est vu interdire l'entrée des ports italiens, a vivement répondu, dimanche 24 juin, aux remarques du ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini (Ligue, extrême droite), qui avait parlé sur Facebook d'une cargaison de «chair

humaine». «Nous vous invitons cordialement à vous convaincre que ce sont des êtres humains que nous sauvons de la noyade. Venez voir, vous êtes le bienvenu!», a écrit Lifeline dans sa réponse. Le navire était toujours dimanche au large de Malte, avec 239 personnes à bord dont 14 femmes et quatre bébés, récupérées près des côtes libyennes.

# Michael Roth: «On ne peut pas travailler en posant des ultimatums»

Le ministre allemand délégué aux affaires européennes dénonce les «provocations» de certains pays dans le débat migratoire

## ENTRETIEN

**M**inistre délégué aux affaires européennes dans le gouvernement Merkel, Michael Roth insiste pour mettre en place un dispositif «de juste répartition des demandeurs d'asile».

**Que pensez-vous de la décision de Matteo Salvini de fermer les ports italiens aux bateaux de secours comme l'«Aquarius»?**

Les Italiens doivent pouvoir compter sur l'Europe. Mais chaque pays doit aussi assumer ses responsabilités humanitaires. La solidarité exigée avec raison par les Italiens doit aller dans les deux sens. Les provocations n'aident pas. Les débats actuels sur les réfugiés sont malheureusement dominés par des discours idéologiques et agressifs qui jouent sur les faiblesses de nos politiques migratoires et d'asile, afin d'alimenter les peurs des gens.

**Qu'attendez-vous de l'Union européenne d'ici au Conseil européen, les 28 et 29 juin?**

Nous avons déjà beaucoup fait en commun, en particulier en matière de gestion des frontières extérieures et d'aide aux pays de départ et de transit, mais ce n'est pas suffisant. Ce qui manque encore, c'est la juste répartition des demandeurs d'asile. Nous avons besoin d'un accord mutuel car ce n'est qu'ensemble que nous pourrions régler cette question. La renationalisation est une impasse, et nous ne devons pas jouer un Etat contre les autres. N'oublions pas qu'une des raisons pour lesquelles un pays proeuropéen a porté au

pouvoir une coalition populiste, c'est que les gens se sont sentis abandonnés par l'Europe sur la question migratoire. Nous devons en faire une priorité. Sinon, le coût politique pour la démocratie européenne sera très élevé.

**Croyez-vous qu'un compromis soit possible avec l'Italie?**

Je note que le nouveau gouvernement italien a, au sujet de la répartition des réfugiés, des positions plus proches de celles d'Angela Merkel, en demandant une répartition juste des demandeurs d'asile, que de celles de Sebastian Kurz, le chancelier autrichien. C'est pourquoi j'espère que nous pourrions compter sur l'Italie pour trouver une solution européenne.

**«Les gens se sont sentis abandonnés par l'Europe sur la question migratoire»**

**L'alliance à Vienne de M. Kurz avec l'extrême droite vous gêne-t-elle?**

Nous ne choisissons pas les gouvernements, mais devons travailler en étant très clairs quand il en va des valeurs européennes. En la matière, il ne peut y avoir aucun rabais. Nous ne devons pas réagir à toutes les provocations. L'Allemagne et la France ont une responsabilité particulière. Et l'arrivée d'un gouvernement proeuropéen en Espagne me donne de l'espoir.

**Soutenez-vous le concept de «plate-forme de débarquement» dans des pays tiers?**

Nous ne devons pas propager des solutions trompeuses. Or, il s'agit d'une solution trompeuse tant que nous ne savons pas si les pays potentiellement concernés sont d'accord pour accepter ce dispositif, et si ce dernier respecte pleinement le droit humanitaire. Nous ne pouvons pas forcer d'autres Etats souverains. Il nous faut avant tout coopérer avec les pays d'origine et de transit pour améliorer la situation humanitaire, en Libye par exemple, ou former les gardes-côtes pour qu'ils traitent dignement les migrants et les réfugiés, dans le respect du droit international.

**La coalition allemande, à laquelle appartient votre parti, le SPD, est-elle en danger en raison du contentieux entre M<sup>me</sup> Merkel et son ministre de l'intérieur, Horst Seehofer (CSU)?**

La situation est sérieuse. Je pars du principe que ce gouvernement né après de longues négociations ne va pas échouer dans les prochaines semaines. Mais j'espère que tous ont conscience de la gravité de la situation. On ne peut pas travailler en posant des ultimatums, quand on connaît la complexité des prises de décision au niveau européen. Sur le fond, nous constatons une très forte réduction du nombre de demandeurs d'asile en Allemagne depuis 2015 et 2016. Il ne s'agit donc pas d'une question migratoire, mais avant tout des problèmes d'un parti à la tête d'un Etat régional allemand soucieux de conserver sa majorité

absolue. La CSU tire sa force politique au niveau fédéral de sa capacité à gouverner seule la Bavière.

**La CSU critique aussi le récent accord entre M<sup>me</sup> Merkel et M. Macron, qui acte le principe d'un budget de la zone euro. Soutenez-vous ce compromis?**

La réunion franco-allemande de Meseberg [du 19 juin] a envoyé trois signaux forts: d'abord, la France et l'Allemagne sont prêtes ensemble à renforcer l'Union européenne, pour la rendre plus efficace, plus juste et plus solidaire. Ensuite, le gouvernement allemand est prêt à mettre en œuvre le chapitre ambitieux du contrat de coalition consacré à la relance de l'Europe. Enfin, il s'agit du début d'un débat large sur l'avenir de l'Europe. C'est un bon début, mais je ne vois naturellement pas encore dans ce compromis la solution à tous les problèmes. Dans un premier temps, il s'agit de s'assurer que cet accord est assez attractif pour persuader nos partenaires européens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
PHILIPPE RICARD

## LE PROFIL

**Michael Roth**

Ministre délégué aux affaires européennes depuis décembre 2013, ce social-démocrate a conservé son poste après la constitution d'un nouveau gouvernement allemand de coalition entre la CDU-CSU et le SPD en mars. Michael Roth est membre du SPD depuis 1987 et député depuis 1998. Il est également secrétaire général pour la coopération franco-allemande, au côté de son homologue française, Nathalie Loiseau.

# Après le rideau de fer, la **fracture** démocratique



PRAGUE, BRATISLAVA, VARSOVIE, BUDAPEST - envoyée spéciale

**I**l flotte, en cette douce fin d'après-midi de juin sous les ors du palais Buquoy, qui abrite l'ambassade de France à Prague, comme un petit air de récompense discrète, mais bien méritée. Anna Sabatova a mis une jolie robe à fleurs noire et blanche, sur laquelle se détache le ruban rouge de la médaille de la Légion d'honneur, tout juste accrochée. Le texte de son discours, bref et sobre, est à l'abri dans une chemise de plastique transparente qu'elle ne lâche pas. Cette jeune grand-mère de 67 ans, dont les petits-enfants courent partout, est une héroïne. Aujourd'hui Défenseuse des droits de la République tchèque, elle fait partie des combattants de la liberté regroupés au sein de la Charte 77, pétition contre la répression communiste lancée en 1977 par Vaclav Havel.

Pour eux, avant d'être de velours, la révolution contre le régime a été de fer. Ils sont encore quelques-uns, parmi les amis venus l'embrasser ce soir. Comme elle, ils ont connu les années de prison, le bannissement des études ou des emplois intellectuels, la surveillance des micros et des caméras. Il y a bien sûr son mari, le journaliste et ex-député Petr Uhl, et aussi le prêtre Vaclav Maly, interdit autrefois de sacerdoce, aujourd'hui évêque auxiliaire de Prague. Pavel Rychetsky, président de la Cour constitutionnelle. Havel et son fidèle compagnon, Jiri Dienstbier, dont il fit son ministre des affaires étrangères une fois devenu président, sont morts, mais le fils de Dienstbier, sénateur social-démocrate, est là. Depuis la chute du communisme, qui a brisé l'empire soviétique et libéré l'Europe centrale en 1989, une génération est passée.

Après les discours, Anna Sabatova et Petr Uhl tiennent à montrer à leurs enfants une photo accrochée dans la salle à manger de l'ambas-

sade. C'est un cliché amateur aux couleurs fanées, très vintage, dans son petit cadre. Bien avant l'époque des smartphones, quelqu'un, il y a presque trente ans, le 9 décembre 1988, a eu l'heureuse idée de fixer le moment historique d'un petit-déjeuner, dans cette même salle, autour du président François Mitterrand. En visite officielle à Prague, celui-ci avait voulu rencontrer, à l'écart de ses hôtes du Parti communiste tchécoslovaque, quelques militants de la Charte 77. Un geste de défiance pour les serviteurs du totalitarisme, un geste de solidarité pour leurs opposants démocrates. Un geste considéré, avec le recul, comme important.

Vaclav Havel arriva ce jour-là avec un minisac dans lequel il avait glissé sa brosse à dents : il était persuadé qu'il allait être arrêté, comme d'habitude, à l'aller ou au retour. Sur la photo, on les reconnaît à table, autour de Mitterrand et de son interprète : Petr Uhl, Vaclav Havel, Jiri Dienstbier. Encore jeunes, et tout contents de leur coup.

## « CONTRE-RÉVOLUTION CULTURELLE »

Une génération plus tard, la fille de Petr et Anna, Sasa Uhlova, prend ses parents en photo devant la photo. Sasa, 41 ans, est journaliste, comme son père. Aussi rebelle que lui, elle est connue pour ses reportages dans lesquels elle se fonde parmi les oubliés du capitalisme tchèque pour décrire leur quotidien, autre variante du « pouvoir des sans-pouvoir » cher à Havel. A sa manière, c'est également une dissidente, comme son grand-père, Jaroslav Sabata, qui fut l'une des figures du Printemps de Prague, en 1968. Une famille, trois générations dévouées à la démocratie.

Mais quelle démocratie ? Qu'avaient en tête Vaclav Havel et ses amis à Prague et à Bratislava, Adam Michnik en Pologne ou Viktor Orban en Hongrie lorsque, en 1989, ils firent tomber le système communiste ? A quoi rêvaient les intellectuels d'Europe de l'Ouest qui les soutenaient ? Comment Mitterrand et le

## VENTS D'EST SUR L'UNION 1/3

A l'approche du Conseil européen des 28 et 29 juin, « Le Monde » revient, dans une série d'articles, sur l'évolution des pays de l'ex-bloc communiste, fers de lance du populisme

chancelier allemand, Helmut Kohl, imaginaient-ils l'avenir politique de ces pays, dont ils encourageaient les opposants ? La Tchèque Anna Sabatova reconnaît qu'elle n'avait pas d'« idée très concrète » du modèle politique qu'elle voulait pour son pays en 1989. « Je pensais très profondément qu'un fort potentiel de notre société était bloqué par l'absence de liberté du système dans lequel nous vivions, dit-elle. Qu'une fois libre, notre société pourrait se développer pleinement. » L'Europe occidentale était un modèle, oui, mais « en général ».

Au cours de ces mois fiévreux de 1989-1990, ce n'était pas le sujet. On ne débattait pas, à l'époque, de « démocratie libérale », encore moins de « démocratie illibérale ». L'alternative au système communiste du parti unique, se souvient aujourd'hui le Hongrois Viktor Orban dans son bureau de premier ministre qui surplombe le Danube à Budapest, « c'était le multipartisme ». Point. Pourtant, trente ans plus tard, ce même Viktor Orban et son émule polonais, Jaroslaw Kaczynski, issu, lui, du mouvement anticommuniste Solidarnosc, défient l'Union européenne, dont ils font partie, avec un genre inédit de régime démocratique dans lequel la justice et les médias publics sont étroitement contrôlés et prônent une « contre-révolution culturelle » pour le reste de l'Europe.

Que s'est-il passé ? Pourquoi et quand ces nouvelles démocraties se sont-elles écartées de la trajectoire linéaire qui devait faire de nous tous, à l'Est comme à l'Ouest, des « sociaux-démocrates suédois », prospères, unis et ouverts, comme aime à ironiser l'ancien ministre des affaires étrangères de Mitterrand, Hubert Védrine ? Cette expérience, sans précédent, du passage du communisme à la démocratie, de l'économie centralisée à l'économie de marché, de l'intégration d'un bloc dans un autre, tout cela en l'espace de quinze ans, aurait-elle pu, ou dû, se dérouler autrement ? « C'est une question complexe, qui m'intrigue quotidiennement », répond, avec un brin de

malice, le Hongrois Peter Akos Bod, qui enseigne à l'université Corvinus de Budapest, autrefois université Karl-Marx, un cours d'économie intitulé «Défis de la transition et de la post-transition en Hongrie». Il est bien placé pour en parler : ministre de l'industrie au début des années 1990 puis gouverneur de la banque centrale, il a été l'un des acteurs de la transition de la Hongrie vers l'économie de marché.

Il n'y a pas, bien sûr, de réponse simple à ces questions. A Budapest, comme à Prague, à Bratislava et à Varsovie, nos conversations ont fait ressortir des fondements locaux ou historiques, des raisons économiques, des facteurs sociaux ou politiques, des malentendus culturels. Et un constat : dans trois domaines principaux – la pratique de la démocratie, la relation avec l'Europe et la question migratoire –, la courbe de convergence a clairement dévié. Avec, au cours des deux dernières années, une dimension nouvelle : ce qui, au début de la décennie 2010, apparaissait comme une division entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est est en train de s'estomper, avec l'accession au pouvoir de partis d'extrême droite dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest. La fracture ne disparaît pas : elle s'étend vers l'Ouest.

Pays le plus libéral du bloc soviétique, la Hongrie, amenée pacifiquement à un changement de régime négocié par l'aile réformatrice de son parti communiste, est l'épicentre de ce retournement démocratique qu'on baptise très vite, à l'Ouest, «le populisme». Les dirigeants hongrois et polonais récusent ce terme. Mais, à 55 ans, le Viktor Orban actuel n'est incontestablement pas le même que le démocrate en herbe de 1989, qui alla faire ses classes à Oxford grâce à une bourse de la fondation du milliardaire George Soros, aujourd'hui la cible de sa haine.

Le jeune Viktor, se souvient Zsuzsanna Szelenyi, qui, dès 1988, l'avait rejoint dans le mouvement d'étudiants Fidesz (Alliance des jeunes démocrates), partageait le même idéal de démocratie occidentale. «*Il y avait un large consensus là-dessus, assure-t-elle. C'était très clair pour tout le monde.*» En 1992, Orban prend la tête de ce qui était jusque-là un parti à présidence collégiale et, deux ans plus tard, en fait un parti conservateur. C'est son premier grand tournant politique ; les centristes libéraux, comme Zsuzsanna Szelenyi, quittent alors le Fidesz. Jozsef Antall, le premier ministre chrétien-démocrate, venait de mourir d'un cancer et son jeune parti ne devait pas lui survivre. «*Il y avait un vide à droite, dit-elle, et Viktor a décidé de l'occuper.*» C'est l'une des spécificités de ces transitions postcommunistes européennes : tout allait si vite, au début, que les partis politiques n'avaient pas le temps de se structurer.

Une autre spécificité est celle de la gauche comme repoussoir. Après quatre décennies de dictature soviétique, s'afficher comme socialiste en politique demande une certaine audace, sauf si l'on est un communiste reconverti. Les ex-communistes hongrois mettent en avant leur aura de réformateurs pour se refaire une virginité et se font élire à la suite du gouvernement Antall, exsangue après la tâche titanesque des premières années de la transition. Mais une fois revêtus les habits de la démocratie, les responsables de cette gauche-là se préoccupent plus de leur enrichissement personnel que du bien-être des électeurs, soumis à la «thérapie de choc» du passage à l'économie de marché. En Hongrie notamment, ils président à une corruption à grande échelle. L'Ouest, fasciné par ces laboratoires économiques, ferme les yeux. Peter Akos Bod, ministre dans le gouvernement

Antall, regrette la complaisance des Occidentaux de l'époque pour ces communistes recyclés, «*qui avaient l'air professionnels et connaissaient les codes, alors que nous, équipe de centre droit, on apparaissait comme des nationalistes magyars qui n'avaient pas digéré le traité de Trianon [qui, en 1920, consacra le démembrement de l'empire austro-hongrois]. Ça attristait beaucoup Antall.*»

#### «LES HÉROS SONT FATIGUÉS»

Aurait-il fallu se montrer plus sévère avec les communistes, au lieu de les absoudre ? Avec le recul, certains le pensent. Artisan de la politique du «trait épais» qu'il fallait tirer sur le régime précédent, sans règlements de comptes – «*Nous ne sommes pas comme eux*», proclamait Havel –, le Polonais Adam Michnik ne regrette pas cette politique sur laquelle revient aujourd'hui le parti conservateur nationaliste Droit et justice (PiS). «*C'était la seule attitude raisonnable, dit l'ancien stratège de Solidarnosc. Organiser une chasse aux sorcières ? Comment aurait-on fait ?*»

A Prague, Anna Sabatova fait partie des opposants au communisme qui avaient une sensibilité sociale-démocrate mais elle s'est sentie «*désarmée*», après la chute du régime, par le lien établi entre la gauche et le système précédent. Rétrospectivement, ce qu'elle regrette, c'est «*le peu de respect manifesté pour les gens les plus pauvres*». Les années 1990, celles des privatisations, «*ont été excellentes pour les personnes sans scrupule*», observe-t-elle. «*Je peux m'identifier à ce qui a été fait en matière de droits de l'homme et de libertés publiques. Mais très vite, il est apparu qu'une partie de la société était perdante. L'ordre civique se construisait, mais pas son corollaire social. Les gens n'ont pas été protégés. Cela a été profondément ressenti.*»

Ainsi donc, le ver était dans le fruit. En République tchèque, en Slovaquie, en Hongrie et en Pologne, ce sentiment d'inégalité dans l'héritage du communisme a ouvert un fossé, comme dit Viktor Orban, «*entre le peuple et les élites*», qui a fait le lit des partis populistes à partir de 2010. Sous des formes diverses, de droite ou de gauche, idéologiques ou «pragmatiques», plus ou moins prêts à enfreindre l'Etat de droit et à manipuler l'Histoire, mais tous eurosceptiques et hostiles à l'immigration, ils se sont installés dans chacun de ces quatre pays.

L'historien François Furet a mis en lumière une particularité des révolutions de 1989 : celle de n'être porteuses d'aucun projet de société. C'était une «*révolution-restauration*». Les deux décennies de transformations qui ont suivi ont été, aux yeux de l'intellectuel franco-polonais Aleksandr Smolar, un «*développement imitatif*», à l'image du modèle occidental. Sauf que... contrairement à l'Europe de l'Ouest, les habitants de ces pays postcommunistes ne disposaient d'aucun matelas de sécurité, ni patrimoine familial sur lequel compter en période de vaches maigres, ni Etat-providence pour faire tampon. Les derniers de cordée se sont mis à regretter la «prévisibilité d'avant».

Après la Hongrie, c'est la Pologne, plus grand pays d'Europe centrale avec ses 38 millions d'habitants, qui prend le virage nationaliste en votant, en 2015, pour le PiS de Jaroslaw Kaczynski. Détrôné, le parti de centre droite pro-européen Plate-forme civique (PO), héritier des premiers démocrates de 1989, au pouvoir depuis 2007, n'a rien vu venir et ne s'est toujours pas remis de cette défaite. «*On était devenus arrogants, complaisants*, admet un député qui a survécu. *Huit ans au pouvoir dans cette région, c'est rare. Ça use.*» En campagne pour la mairie de Varsovie, le député PO

Rafal Trzaskowski, 46 ans, reconnaît que l'équipe de Kaczynski a su toucher les laissés-pour-compte de la croissance, pourtant constante. «*Quand le PiS disait qu'on laissait une Pologne en ruines, ça nous faisait marrer. Mais à la campagne, les gens mécontents disaient que le changement, ce n'était pas pour eux. Il y avait ce sentiment que la transition était finie, qu'ils s'étaient assez serré la ceinture et qu'il fallait toucher les dividendes. Nous, on avait des hommes politiques qui nous disaient d'équilibrer le budget. On a joué en première division européenne, mais la propagande du PiS nous a fait passer pour des laquais de l'Allemagne.*»

L'une des grandes sources de la popularité du gouvernement polonais actuel est la distribution d'une prime mensuelle de 500 zlotys (115 euros) par enfant pour les familles de plus de deux enfants. «*C'est la redistribution de la dignité*, analyse Jarek Kurski, rédacteur en chef du quotidien d'opposition *Gazeta Wyborcza*, citant l'économiste et sociologue allemand Max Weber. *C'est important.*» Le premier ministre, Mateusz Morawiecki, a expliqué, il y a quelques mois, à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, que son parti «*corrigeait les injustices des transformations de 1989*». «*Nous canalisons le mécontentement*, précisait-il. *Les gens en Europe devraient reconnaître ça.*»

Au siège du journal *Gazeta Wyborcza*, qu'il a fondé il y a vingt-neuf ans et qui est

aujourd'hui en guerre ouverte contre le pouvoir, Adam Michnik, 71 ans, avoue en souriant que «*les héros sont fatigués*», mais nie tout aveuglement : «*S'il y a quelqu'un en Pologne qui, dès le premier jour de liberté, a écrit que le vrai danger ce n'était pas les communistes, mais le nationalisme ethnique et l'isolationnisme, c'est moi, s'écrie-t-il. Je ne me suis pas trompé dans ce diagnostic!*» Ainsi, ces deux visages de la Pologne, que Michnik a toujours perçus, étaient déjà en germe dans Solidarnosc ; ils cohabitaient en silence au sein de la puissante Eglise catholique, alliée sous Jean Paul II, aujourd'hui à front renversé avec le pape François ; ils se sont même parfois affrontés dans la tête de Lech Walesa, le leader historique du syndicat.

Est-ce ce double visage qui fait dire aujourd'hui à un ministre du gouvernement polonais, qui préfère garder l'anonymat, qu'«*il n'y a pas une école de démocratie, mais plusieurs*»? «*Nous avons la légitimité pour pratiquer une forme différente de démocratie libérale, qui peut être qualifiée d'illibérale. Prenez la démocratie d'Adenauer [premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne après-guerre] : elle ne serait pas appréciée dans l'Allemagne d'aujourd'hui*», assure-t-il. Accusé de violer les règles de l'Etat de droit, en particulier dans le domaine de l'indépendance de la justice, le pouvoir à Varsovie ne lâche rien. L'Union européenne avait si peu anticipé cette évolution du modèle démocratique à l'Est qu'elle n'a prévu, dans ses règles de fonctionnement, aucun instrument pour la contrer.

#### «NOUS EN AVONS VU D'AUTRES»

Oui, les héros sont fatigués. On le serait à moins ! Ils ont réussi non pas un, mais deux, voire trois exploits spectaculaires : abattre le système communiste, le remplacer par des régimes ouverts et des économies qui fonctionnent, intégrer les institutions occidentales. Chez les capitalistes, cela s'appelle une «*success story*». Pourtant, près de trente ans après leur victoire, les héritiers de 1989 ont le moral en berne. Ils sont à court d'idées. Le «*développement imitatif*» d'un Occident idéalisé ne suffit plus. Leurs compatriotes cherchent autre chose, une identité à eux, un tissu social à créer, des racines à retrouver. Un

modèle, peut-être, que les libéraux n'ont pas su définir, occupés qu'ils étaient à rattraper le temps perdu. Alors, leurs compatriotes tâtonnent. Et s'égarant, parfois gravement, ce qui révolte nos héros.

Anna Sabatova n'est pas révoltée. Elle n'avait rien idéalisé; ses enfants assurent la relève; elle-même continue à se battre, librement à présent, avec ses armes de Défenseuse des droits, élue par le Parlement. Elle sait aussi que son homologue polonais a la tâche plus difficile qu'elle, dans un environnement politique plus hostile.

Ancien porte-parole de Vaclav Havel, Michael Zantovsky veille aujourd'hui sur son héritage, mais constate que le modèle qui l'a inspiré est en train d'exploser à l'Ouest: «*Tant que nous n'affronterons pas la crise du concept de démocratie libérale, dit-il, nous ne pourrons pas résoudre cette crise ici. Election après élection, en Europe, la marée monte.*»

Ses voisins slovaques sont plus optimistes, après les événements de ce printemps: indignée par le meurtre du journaliste d'investigation Jan Kuciak et de sa compagne, la population est descendue massivement dans la rue et a obtenu la démission du premier ministre,

Robert Fico. La mobilisation de la société civile, en Slovaquie comme en Pologne, est un fait politique majeur. Adam Michnik reste confiant dans la possibilité d'une alternance démocratique en Pologne. «*Ce n'est pas perdu, nous en avons vu d'autres*, se rassure Martin Butora, conseiller du président slovaque, Andrej Kiska. *On a eu des populistes avant, et on les a sortis. Il y a une nouvelle génération de jeunes, prête à se battre pour la démocratie. Ce qui nous manque encore, ce sont des institutions publiques efficaces.*»

L'histoire n'est pas finie. Partout dans les démocraties postcommunistes, on manque d'«*institutions efficaces*», de partis d'opposition solides, de personnel politique de qualité, d'offres alternatives sérieuses. «*Et pourtant, la demande populaire existe*, constate l'ex-députée hongroise Zsuzsanna Szelenyi, dont le prochain projet est de créer une école politique pour l'Europe centrale. *Il faut recommencer à zéro.*» Pour que, la prochaine fois que les Slovaques aient à «sortir» un leader populiste, ils puissent le faire proprement, institutionnellement, sans avoir à passer des nuits dans la rue. ■

SYLVIE KAUFFMANN

*Prochain article: le malentendu de l'intégration*

**« TRÈS VITE,  
IL EST APPARU  
QU'UNE PARTIE  
DE LA SOCIÉTÉ  
ÉTAIT PERDANTE.**

**LES GENS  
N'ONT PAS ÉTÉ  
PROTÉGÉS.  
CELA A ÉTÉ  
PROFONDÉMENT  
RESSENTI »**

**ANNA SABATOVA**

Défenseuse  
des droits de la  
République tchèque